

TROISIEME PARTIE

A. Le Président

Art. 45 1) Le pouvoir exécutif appartient au Président.

2) Il n'est pas responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions, sauf dans le cas de haute trahison ou d'atteinte à la Constitution.

3) Tous les actes du Président doivent être contresignés par le Premier Ministre, ou par le ministre compétent, qui en assume~~nt~~ la responsabilité en les contresignant.

Art. 46 Les attributions et compétences du Président sont les suivantes:

1) a) Il accrédite et reçoit les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires;

b) i) Il signe, au nom de la République, les traités et les autres accords internationaux;

ii) S'il s'agit de traités et d'accords de nature politique, d'arbitrage et de règlements juridiques ou impliquant des engagements financiers, l'approbation dans la forme de la loi du projet signé par les plénipotentiaires est nécessaire;

iii) S'il s'agit d'un traité impliquant une modification du territoire de la République, la procédure de révision constitutionnelle doit être suivie.

2) a) Il ordonne les élections des nouvelles chambres nationales, fixe la date de leur première réunion et peut convoquer le Parlement national en session extraordinaire; il peut dissoudre les Chambres ou l'une d'entre elles seulement, si une crise gouvernementale se prolonge pendant plus de trois mois parce qu'un vote de confiance est refusé, ou si trois crises ministérielles au moins se produisent en l'espace de douze mois en raison de votes de défiance rendus par les deux Chambres.

b) Il promulgue toutes les lois nationales. Avant de promulguer une loi, il peut demander aux deux chambres, par message motivé, de procéder à un nouveau débat; il peut soumettre

chaque loi nationale à la Cour constitutionnelle afin que celle-ci se prononce sur sa constitutionnalité.

c) Il peut prendre des décrets ayant force de loi, ainsi que des règlements.

3) a) i) Il nomme le Premier Ministre du gouvernement ^{central} ~~national~~ et, sur la proposition de celui-ci, les autres membres du Gouvernement ^{central} ~~national~~.

ii) Il ne lui retire son office que s'il est établi que le Premier Ministre a perdu l'appui de la majorité des membres de la Chambre des députés.

iii) Il ne retire son office à un ministre du gouvernement ^{central} ~~national~~ que sur la recommandation du Premier Ministre.

b) Il reçoit le serment des membres du Gouvernement ^{central} ~~national~~, ainsi que des juges de la Cour constitutionnelle et du Commandant en chef des forces armées.

c) Il est le chef suprême des forces armées; il préside le Conseil suprême de défense, et déclare l'état de guerre décidé par les Chambres.

d) i) Il nomme le Commandant en chef et les autres commandants des forces armées au-dessus du grade de colonel ou équivalent;

ii) Il nomme le Directeur Général des services de la Sûreté et les autres fonctionnaires selon qu'il est prévu par la loi.

4) a) Il nomme quatre juges de la Cour constitutionnelle;

b) Il nomme le Président de la Cour Suprême de Justice.

c) Sur l'avis du Conseil des Ministres, il peut faire grâce et commuer les peines. Lorsqu'un membre du Gouvernement ^{central} ~~national~~ a été condamné par la Cour constitutionnelle, le Président ne peut faire grâce qu'à la demande du Parlement.

5) Il confère tous les honneurs et décorations de la République.

6) Dans l'exercice de l'une quelconque des fonctions qui lui sont attribuées par la présente Constitution, le Président agira sur l'avis du Conseil des Ministres ou d'un ministre dûment autorisé par le Conseil des Ministres, sauf lorsqu'il use de ses pouvoirs

pour nommer le Premier Ministre ou dissoudre le Parlement ou nommer les membres de son Cabinet, ou nommer un adjoint au Premier Ministre durant une absence temporaire ou une maladie de celui-ci.

- Art. 47
- 1) L'élection du Président a lieu au scrutin secret à la majorité absolue des membres des deux Chambres réunies en séance commune.
 - 2) Si après deux scrutins aucun candidat n'a obtenu la majorité ~~absolue~~ absolue, est élu au tour suivant celui qui réunit le plus grand nombre de voix.
- Art. 48
- 1) Est éligible à la Présidence tout citoyen congolais âgé d'au moins 40 ans et jouissant des droits civils et politiques.
 - 2) La charge de Président est incompatible avec toute autre charge.
 - 3) Le Président n'est rééligible immédiatement qu'une seule fois.
- Art. 49
- 1) La durée du mandat présidentiel est fixée à 5 ans.
 - 2) Si, au moment où expire le mandat présidentiel, au moins une Chambre est dissoute ou si trois mois seulement doivent s'écouler pour qu'au moins une Chambre soit dissoute, l'élection du Président aura lieu dans les 15 jours qui suivent la réunion du Parlement partiellement ou totalement renouvelé.
 - 3) En attendant, les pouvoirs du Président en charge sont prorogés.
- Art. 50
- Avant d'entrer en fonctions, le Président prête entre les mains du Président du Sénat, devant les membres du Gouvernement ^{central} ~~national~~ et les membres du Parlement réunis en séance le serment suivant:
- "Je jure d'observer la Constitution et les lois de la République, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire".
- Art. 51
- 1) Les fonctions du Président, dans tous les cas où il se trouverait temporairement dans l'impossibilité de les remplir, sont exercés par le Président du Sénat.
 - 2) En cas de mort, d'empêchement permanent ou de démission du Prési-

dent, le Président de la Chambre des députés ordonne l'élection du nouveau Président dans un délai de trente jours.

3) Si les Chambres sont dissoutes ou si elles se trouvent à moins de trois mois de la fin de leur mandat, l'élection du nouveau Président aura lieu dans les 15 jours qui suivent la réunion du Parlement partiellement ou totalement renouvelé.

Art. 52

1) Dans les cas de haute trahison et d'atteinte à la Constitution, le Président est mis en accusation par les deux Chambres statuant au scrutin secret et à la majorité de leurs membres.

2) Il est traduit devant la Cour Constitutionnelle qui pourra prononcer sa destitution sans préjudice de l'application de la Loi pénale.

Art. 53

Toutes les poursuites criminelles sont intentées au nom du Président.

B. Le Gouvernement central

- Art. 54 Le Gouvernement central est confié à un Conseil des ministres composé du Premier Ministre et des ministres du Gouvernement central.
- Art. 55 Le Président a le pouvoir de nommer comme Premier Ministre un membre de la chambre des députés qui, à son avis, a l'appui de la majorité du nombre total des membres de cette chambre.
- Art. 56 Les autres ministres du Gouvernement central sont aussi désignés par le Président agissant conformément à l'avis du Premier Ministre, mais de manière qu'à la suite de telles nominations, le Gouvernement central inclue au moins un ministre de chacune des Provinces de la République.
- Art. 57 Nul ne peut être en même temps Ministre du Gouvernement central et du Gouvernement provincial.
- Art. 58 Le Premier Ministre ^{est chargé de l'attribution de toute} ~~répartit les~~ affaires gouvernementales, y compris l'administration d'un département ministériel, à un ministre du Gouvernement central.
- Art. 59 Le Premier Ministre a le devoir de tenir le Président pleinement informé de la conduite de toutes les affaires du Gouvernement.
- Art. 60 Les fonctions du Premier Ministre sont assumées, en son absence ou pour cause de maladie ou pour toute autre raison, par un Premier Ministre adjoint par ordre d'ancienneté ou par tout autre ministre du Gouvernement central qui peut être autorisé à agir en cette capacité par le Président, agissant autant que possible conformément à l'avis du Premier Ministre.
- Art. 61 Le Gouvernement central fixe et dirige la politique générale de la République et il dispose d'une Administration centrale et ^{de} ~~des~~ forces armées congolaises, dans les conditions fixées par la législation centrale. Les membres du Gouvernement central sont collectivement responsables de la politique générale du Gouvernement et individuellement responsables de leurs ministères respectifs.
- Art. 62 Il y a des Secrétaires d'Etat du Gouvernement Central, exerçant des fonctions à eux expressément délégués par le Premier Ministre ou par le Ministre du Gouvernement central dont ils relèvent. Le pouvoir de prendre des décisions par contreseing ne peut leur être délégué.

Art. 63

- 1) Le Gouvernement central est responsable devant le Parlement national.
- 2) La confiance s'obtient par un vote à la majorité des chambres composant le Parlement.
- 3) Un vote de confiance doit être obtenu dans les 15 jours suivant la constitution du Gouvernement par le Président.

(4) Au cours de la période précédant le vote de confiance, le gouvernement sortant continue à assumer l'expédition de toutes les affaires courantes.

Art. 64

Avant d'entrer en fonctions, les membres du Gouvernement central prêtent le serment ci-après entre les mains du Président et en présence du Parlement :

"Je jure de ^{faire observer} ~~maintenir~~ la Constitution et les Lois du Gouvernement central".

Art. 65

(1) La responsabilité ^{collective} des membres du Gouvernement central est mise en cause devant le Parlement national pour une motion de défiance déposée et signée par au moins un quart des membres de chacune des deux Chambres.

(2) (i) Une motion de défiance n'est mise aux voix qu'au moins quatre jours après son dépôt et elle doit être adoptée à la majorité absolue des membres de chacune des deux Chambres;

(ii) Si la motion est adoptée, le Gouvernement est considéré comme démissionnaire ;

(iii) Il continue à expédier les affaires courantes jusqu'à ce qu'un nouveau Gouvernement ait été formé et que la confiance lui ait été votée.

Art. 66

La responsabilité individuelle d'un membre du Gouvernement central est mise en cause devant chacune des Chambres par le dépôt d'une motion de censure signée par un quart au moins des membres de chacune des deux Chambres, la motion étant considérée comme adoptée si elle est approuvée à la majorité absolue des voix des membres de chacune des deux Chambres.

Art. 67

Les signataires d'une motion de défiance ou d'une motion de censure qui a été rejetée ne peuvent, au cours de la même session, déposer une nouvelle motion de défiance ou une nouvelle motion de censure dirigée contre le même membre du Gouvernement central.

Art. 68

(1) En cas de démission, de décès ou de destitution du Premier Ministre, les autres membres du Gouvernement sont considérés comme démissionnaires.

(2) Tous les Ministres du Gouvernement central demeurent en fonctions au gré du Président ; tous peuvent être invités à démissionner par le Président agissant sur l'avis du Premier Ministre.

(3) Tout Ministre du Gouvernement central peut également démissionner à tout moment de son plein gré.

Art. 69

(1) Il ne peut être institué de procédure criminelle à l'encontre d'un membre du Gouvernement central s'il n'a d'abord été mis en accusation par les deux Chambres composant le Parlement national.

(2) En pareil cas, il est traduit devant le Tribunal Constitutionnel.

QUATRIEME PARTIE

Le pouvoir législatif ^{central} national

- Art. 70. 1) Le pouvoir législatif est exercé en commun par la Chambre des Députés et le Sénat, dont l'ensemble constitue le Parlement national.
- 2) L'exercice du pouvoir législatif ne peut être délégué au Gouvernement ^{central} national que pour une durée limitée et à des fins précises, les fins, principes et étendue de cette délégation étant fixés par la loi.
- Art. 71. 1) Dans les cas extraordinaires de nécessité ou d'urgence, le Gouvernement ^{central} national peut prendre des décrets ayant force de loi, ces décrets devant être présentés le jour même aux Chambres en vue de leur conversion en lois.
- 2) Les Chambres doivent être convoquées, même dans le cas où elles auraient été dissoutes, dans un délai de dix jours.
- 3) Si les décrets n'ont pas été convertis en lois dans un délai de 40 jours à compter de leur publication, ils cessent automatiquement d'avoir force de loi.
- Art. 72. 1) Si l'état de guerre ou d'urgence nationale est déclaré par le Parlement, le Gouvernement ^{central} national peut adopter des mesures d'urgence absolue, qui sont soumises dès que possible à l'approbation du Parlement.
- 2) i) Si le Parlement, ou l'une des Chambres qui le composent, vient à être dissous, ou s'il est empêché de siéger du fait de circonstances exceptionnelles, les mesures sont immédiatement soumises ^{au Tribunal} à la Cour constitutionnelle, qui décide si elles constituent ou non un excès de pouvoir;
- ii) Le ^{Tribunal} constitutionnelle a le pouvoir de déclarer nulle et non avenue toute mesure qu'il ^{elle} considérerait comme entachée d'excès de pouvoir.
- Art. 73. 1) Le pouvoir de proposer les lois appartient au Gouvernement ^{central} national, ou à un sixième du nombre total des membres de l'une ou de l'autre Chambre.
- 2) Les projets de lois sont tout d'abord soumis à un Conseil législatif, qui veille à ce qu'ils contiennent tous les éléments requis et ne contiennent pas de violation manifeste de la Constitution.

- 3) Si le Conseil législatif estime qu'un projet de loi doit être modifié, complété, ou retiré, il le renvoie avec son rapport, et ledit projet ne peut être présenté aux commissions compétentes des deux Chambres sans une décision pleinement motivée prise en commun par leurs deux Présidents.
- 4) Les commissions examinent les textes proposés et les présentent avec un rapport détaillé aux Chambres, qui statuent à leur sujet article par article, puis se prononcent sur l'ensemble.
- 5) Si l'examen d'un projet de loi est déclaré urgent par le Gouvernement, il lui sera donné priorité conformément aux règlements prévus au préalable par chacune des Chambres; mais aucune procédure prioritaire ne peut être appliquée aux mesures entraînant révision de la Constitution, lois électorales, propositions relatives à la délégation des pouvoirs législatifs et à l'approbation de traités, accords internationaux, budgets et comptes.

Art.74. 1) Les projets de loi émanant du Parlement sont examinés par priorité par la Chambre autre que celle d'où ils émanent.

2) Si un projet de loi émane du Gouvernement, il est examiné successivement par les deux Chambres,

3) Les lois ordinaires doivent être approuvées à la majorité absolue par chacune des Chambres votant successivement.

Art.75. Aucune loi ou texte ayant force de loi ne peut avoir pour effet d'imposer à des particuliers des obligations ou charges financières nouvelles au titre d'événements antérieurs à la date à laquelle ladite loi ou ledit texte sont entrés en vigueur.

Art.76. 1) Aucune disposition législative, ou règlement, n'est applicable avant un délai de dix jours à compter de sa publication au journal officiel de la République.

2) Un délai inférieur à dix jours peut être expressément stipulé dans un texte particulier, quel qu'il soit.

Art.77. 1) Les élections à la Chambre des Députés ont lieu au suffrage direct, secret et universel, sur la base d'un député pour 60.000 habitants.

- 2) Peut être élu à la Chambre toute personne âgée de plus de 25 ans et remplissant les conditions requises pour être électeur.
- 3) Sont électeurs les citoyens âgés de plus de 21 ans et jouissant de la plénitude de leurs droits civils et politiques.

Art.78. 1) La Chambre des Députés est élue pour une durée de quatre années.
2) Les élections ont lieu au cours du dernier trimestre de la législature, et dans un délai maximum de 60 jours dans le cas d'une dissolution.

Art.79. 1) Les élections sénatoriales ont lieu au suffrage direct, secret et universel, pour une durée de cinq années et sur la base de six sénateurs pour chaque Province et pour le ^{district} ~~Territoire~~ de Léopoldville.
2) Peut être élu au Sénat toute personne âgée de plus de 30 ans et remplissant les conditions requises pour être électeur.
3) Sont électeurs les citoyens âgés de plus de 25 ans.
4) Les anciens Présidents de la République sont à vie membres du Sénat.
5) Les élections sénatoriales sont soumises aux mêmes conditions que les élections à la Chambre des Députés.

Art.80. Tout membre dûment élu de l'une des deux Chambres devra, avant de prendre part à ses travaux, prêter serment ou faire une déclaration dans la forme que fixera le Parlement.

Art.81. Nul ne peut être en même temps membre des deux Chambres, ou membre du Parlement national et d'une Chambre provinciale.

Art.82 1) Chacune des Chambres est juge des qualifications de ses membres ainsi que des motifs d'inéligibilité et d'incompatibilité qui pourraient être invoqués à leur encontre.
2) La mort, l'absence pendant une période excédant la durée prévue, l'incapacité permanente ou la démission volontaire mettent fin au mandat des élus.

Art.83. 1) La première réunion des Chambres a lieu dans un délai de 30 jours ou plus à compter de la date des élections.
2) Le mandat des anciennes Chambres est prorogé jusqu'à la date de cette première réunion.

- 3) Les Chambres se réunissent en session plénière deux fois par an, du premier lundi d'avril (s'il n'est pas férié) au premier lundi de juillet (s'il n'est pas férié) et du premier lundi d'octobre (s'il n'est pas férié) au premier lundi de janvier (s'il n'est pas férié).
- 4) Elles seront convoquées en session extraordinaire dans les cas visés aux Articles 2 et 3.
- 5) Elles peuvent être également convoquées en sessions extraordinaires, à ordre du jour limité sur l'initiative du Président, du Président de l'une ou de l'autre Chambre ou du tiers du nombre total des membres de chacune des Chambres.
- 6) Lorsque l'une des deux Chambres se réunit en session extraordinaire, l'autre est censée être automatiquement convoqué en session régulière.
- 7) Aucune délibération ne peut être valable que si deux ^{central} cinquièmes du nombre total des membres de l'une ou de l'autre Chambre sont présents et prennent part au vote.
- 8) Les membres du Gouvernement ~~national~~ même s'ils ne sont pas membres de l'une ou de l'autre Chambre, ont le droit et, si leur présence est nécessaire, le devoir d'assister aux séances, et ont le droit d'être entendus toutes les fois qu'ils le demandent.

Art.84. 1) Chacune des Chambres choisit parmi ses membres un Président, deux Vice-Présidents, et un Secrétaire.

- 2) Lorsque les deux Chambres siègent ensemble, le Président et le Bureau sont ceux de la Chambre des Députés.

Art.85. 1) Chacune des deux Chambres adopte son Règlement intérieur à la majorité absolue de ses membres.

- 2) Les séances consacrées aux travaux législatifs ordinaires sont publiques, à moins qu'il n'ait été décidé, à la majorité absolue des membres présents, de siéger en séance secrète.
- 3) Les séances consacrées à des questions constitutionnelles sont publiques ou secrètes selon la décision prise à la majorité prévue de tous les membres de chaque Chambre.

3) Les 24

- Art. 86. 1) Tout membre du Parlement doit exercer ses fonctions en toute indépendance et non en tant que représentant d'intérêts quel^qu'ils soient.
- 2) Il ne peut être l'objet de poursuites en raison d'opinions ou par lui exprimées ou de votes par lui émis dans l'accomplissement de ses fonctions parlementaires.

- Art.87. 1) Nul membre du Parlement ne peut être l'objet de poursuites criminelles, ou d'une arrestation ou d'une privation de sa liberté personnelle, ni être soumis à quelque perquisition que ce soit sans l'autorisation préalable de la Chambre à laquelle il appartient, sauf en cas de flagrant délit ou de crimes contre la vie, la liberté et les biens d'autres personnes.
- 2) L'une ou l'autre Chambre peut ordonner la suspension de la détention dont est l'objet l'un de ses membres, sauf dans les cas visés au paragraphe 1 du présent Article, et même dans le cas de l'exécution d'une sentence sans appel.
- Art.88. Le français est la langue officielle du Parlement.

Les Provinces

- Art.89. Dans chaque Province le pouvoir exécutif appartient à un Gouverneur nommé par le Président de la République agissant sur l'avis du Premier Ministre.
- Art.90. 1) Le Gouvernement de chaque Province est composé du Gouverneur de la Province et des ministres, en nombre de dix au maximum, que le Gouverneur est autorisé par le Gouvernement central à désigner pour maintenir l'ordre et assurer la bonne administration de la Province.
- 2) Tous les ministres sont choisis parmi les membres de l'Assemblée Provinciale.
- 3) Un Ministre d'un Gouvernement provincial cesse d'être membre du Gouvernement provincial de la même manière exactement qu'un Ministre du Gouvernement central.
- Art.91. 1) Sous réserve des dispositions de la présente Constitution et notamment de celles de la Cinquième Partie, chaque Province jouit dans les domaines qui relèvent de sa compétence du degré d'autonomie compatible avec ses droits et ses obligations.
- 2) L'autonomie d'une Province ne peut être révoquée que par la procédure d'amendement et de révision prévue dans la Neuvième Partie de la présente Constitution.

Art.92. L'Assemblée Provinciale est élue tous les quatre ans.

Art.93. 1) Les membres de l'Assemblée Provinciale sont élus sur la base du suffrage direct, secret et universel des adultes Congolais ayant leur domicile ou, à défaut, leur résidence permanente dans la Province.

2) Les modalités des élections sont fixées par le Règlement Electoral approuvé par l'Assemblée Provinciale.

Art.94. Les conditions requises par la législation provinciale pour l'exercice des droits électoraux ne peuvent être en aucun cas plus strictes que les conditions énoncées par la législation nationale touchant les élections au Parlement.

Art.95. Dans l'application des lois nationales, les Gouvernements provinciaux sont tenus d'exécuter toutes les directives émanant du Gouvernement central et de ses Ministres.

Art.96. En temps de guerre, lorsque l'état d'urgence a été proclamé ou que l'administration d'une province cesse de fonctionner, le Président de la République, agissant sur la recommandation du Premier Ministre, désigne une administration provisoire dirigée par un Administrateur spécial, laquelle prend en mains les affaires de la Province jusqu'au moment où une administration régulière est reconstituée conformément à la loi. Le décret présidentiel désignant l'Administrateur spécial est soumis à l'approbation du Parlement dans les soixante jours qui suivent sa première promulgation.

Art.97. Chaque Province a le pouvoir de recruter, maintenir et utiliser sa propre police conformément à un Statut de la Police adopté par l'Assemblée provinciale.

Art.98. Le français est la langue officielle des Assemblées provinciales.

CINQUIEME PARTIE

Rapports entre le Gouvernement central et les Provinces

A. La répartition des pouvoirs

- Art. 99 Toutes les questions énoncées au tableau A ci-dessous sont réputées relever de la compétence exclusive du Gouvernement central, et une Province ne peut légiférer sur aucune d'elles sans y être expressément autorisée par le Parlement.
- Art. 100 Toutes les questions énoncées au tableau B ci-dessous sont réputées relever à la fois de la compétence de l'Assemblée nationale et des Assemblées provinciales, étant entendu cependant que toute disposition législative adoptée par une Assemblée provinciale et qui serait incompatible avec les dispositions législatives nationales pertinentes sera nulle et non avenue dans la mesure de cette incompatibilité.
- Art. 101 1) Toutes les questions énoncées au Tableau C ci-dessous sont réputées relever de la compétence des Provinces, et le Parlement n'exerce en temps normal aucun pouvoir législatif à leur égard.
- 2) Sous réserve des dispositions de la présente Constitution, les Assemblées provinciales peuvent légiférer sur toute question ne figurant ni au Tableau A, ni au Tableau B.

Tableau A.

1. Relations extérieures: diplomatie, commerce extérieur, assistance technique et financière internationale;
2. Sûreté extérieure et internationale de la République;
3. Système monétaire; monnaie;
4. Douanes et excise (y compris droits à l'exportation);
5. Finances publiques de la République;
6. Services postaux, téléphone et télégraphe, service météorologiques; longueurs d'onde des émissions radio, radiodiffusion, télévision;

7. Voies aériennes et maritimes et toutes autres voies d'intérêt national (1);
8. Législation sur la nationalité considérée du point de vue international et législation relative à la naturalisation;
9. Services publics du Gouvernement central;
10. Mise en forme des lois écrites et de la jurisprudence, y compris la jurisprudence administrative;
11. Législation médicale;
12. Enseignement supérieur, délivrance des titres académiques officiels, élaboration des programmes d'études secondaires conduisant aux études universitaires;
13. Police du Gouvernement central;
14. Coordination de la législation sur l'énergie et les mines;
15. Poids et mesures;
16. Passeports et visas;
17. Pouvoirs, privilèges et immunités des deux Chambres ~~et~~ du Parlement et de leurs membres;
18. Dette publique de la République;
19. Droits d'auteur, brevets, marques déposées, marque de fabrique;
20. Défense nationale;
21. Extradition et déportation;
22. Emprunts extérieurs de la République ou d'une Province;
23. Immigration et Emigration;
24. Droit commercial;

(1) Une voie est d'intérêt national lorsqu'elle sert l'intérêt de toute la République: toutes les voies naturelles (cours d'eau et lacs) et artificielles (voies ferroviaires et aériennes, axes et routes principales ainsi que, le cas échéant, canaux, y compris leurs dédoublements; voies ferrées contournant les rapides et reliant deux biefs navigables donnant accès à la mer).

25. Comptes et vérification des comptes de la République.

Tableau B

1. Coordination économique;
2. " de la politique sociale des Provinces;
3. Droits fondamentaux énoncés dans la Constitution;
4. Droit civil et droit commercial écrits;
5. Droit pénal;
6. Enseignement technique supérieur;
7. Recherche scientifique et industrielle;
8. Information;
9. Coordination des services civils de la Province;
10. Prospection du sol et du sous-sol;
11. Coordination sanitaire;
12. Circulation sur les routes nationales;
13. Prisons et établissements pour le traitement des délinquants;
14. Monuments nationaux, parcs, etc. situés dans les Provinces;
15. Professions juridiques et médicales;
16. Statistique et recensement.

Tableau C

1. Institutions politiques et administratives de la Province;
2. Législation régionale et locale;
3. Services administratifs de la Province;
4. Finances publiques " " " ;
5. Juridiction coutumière;
6. Droit coutumier;
7. Police;
8. Enseignements primaire, normal, professionnel, technique et secondaire;
9. Travaux publics d'importance locale;
10. Octroi de concessions et affermage des terres et des mines.

B. Le Tribunal Constitutionnel

Art. 102

- 1) Un Tribunal Constitutionnel est institué dans le district de Léopoldville, avec mission de veiller à l'observance et au respect des dispositions de la présente Constitution.
- 2) Il se compose d'une Chambre de Constitutionnalité et d'une Chambre des Conflits.
- 3) Le Tribunal Constitutionnel est composé de 15 juges, dont 3 sont élus par chaque Chambre du Parlement, 4 désignés par le Président, 3 nommés par la Cour Suprême de justice, 1 par les Facultés de droit des Universités congolaises et 1 par le Barreau. Le Président du Tribunal est nommé par le Président de la République sur la recommandation du Premier Ministre.
- 4) Chacune des deux Chambres du Tribunal Constitutionnel est constituée par huit quelconques des juges ci-dessus, y compris le Président.
- 5) Le Gouvernement central fixera par voie législative les autres dispositions qui sont nécessaires à l'organisation et au fonctionnement du Tribunal. L'indépendance absolue des juges constitutionnels dans l'exercice de leurs fonctions est garantie. La fonction de juge du Tribunal Constitutionnel est incompatible avec l'exercice de toute autre profession et avec l'exercice de toute fonction officielle, politique ou administrative.

- Art.103. 1) La Chambre de Constitutionnalité a le pouvoir de statuer, de sa propre initiative ou sur celle du Premier Ministre ou du Président de chacune des Chambres du Parlement ou d'une Assemblée provinciale, sur la conformité d'une disposition législative du Parlement ou d'une Assemblée provinciale avec les dispositions de la présente Constitution.
- 2) Lorsqu'elle décide de statuer de sa propre initiative sur un projet de loi, la Chambre le fait avant que le texte en cause ne soit promulgué ou, dans le cas d'une ordonnance, avant que celle-ci ne soit signée par le Président de la République ou par un Gouverneur de Province, selon le cas.
- 3) Lorsqu'elle est invitée à statuer sur une loi, la Chambre peut décider d'en suspendre l'exécution pendant 3 mois au plus, ou déclarer la loi ou l'ordonnance inconstitutionnelle, auquel cas la loi ou le décret en cause ne peuvent être promulgués.
- 4) Dans tous les cas où la Chambre décide qu'une disposition ou ordonnance est incompatible avec la présente Constitution, la disposition ou l'ordonnance en cause ^{est} ~~sont~~ considérée comme nulle dans la mesure de cette incompatibilité.

- Art.104. 1) La Chambre des conflits règle les conflits d'autorité entre le Gouvernement central et ceux des Provinces.
- 2) Les différends soumis à son examen par le Président, le Premier Ministre, le Président de l'une ou l'autre Chambre du Parlement ou le Gouverneur d'une Province sont ceux qui naissent des prétentions à compétence législative de la part de l'exécutif central ou de l'exécutif d'une Province touchant des matières figurant sur les Tableaux A, B et C.
- 3) Une décision de la Chambre des conflits est considérée comme sans appel quant aux compétences législatives respectives du Gouvernement et du pouvoir exécutif central d'une part et des Gouvernements et du pouvoir exécutif des Provinces d'autre part.
- 4) Toute mesure législative promulguée ou toute mesure exécutive prise par l'un quelconque des Gouvernements et autorités de la République en contradiction avec une décision adoptée par la Chambre des conflits en exécution du paragraphe 3 du présent Article sera nulle et non avenue.

Art.105.

Il ne peut être fait appel d'aucune décision, décret ou opinion rendus par le Tribunal constitutionnel ou par la Chambre de Constitutionnalité ou la Chambre des conflits qui composent le Tribunal.

SIXIEME PARTIE

A. ^{la} Fonction publique

- Art. 106 Le Gouvernement central a son corps de fonctionnaires et chacune des Provinces a le sien.
- Art. 107 1) Chaque Département ministériel du Gouvernement central est sous la direction immédiate d'un Chef de cabinet qui, en tant que fonctionnaire de l'Administration centrale, est placé sous l'autorité générale d'un Ministre du Gouvernement central.
- 2) Le Chef de cabinet ^a pour fonction de mettre en oeuvre celles des décisions de politique prises par le Conseil des Ministres qui concernent son Département; le Secrétaire général, qui est lui aussi fonctionnaire de l'Administration centrale, dirige le travail de tout le personnel de son Département, ou de ses Départements s'il en a plusieurs sous son autorité.
- Art. 108 Un Département ou service ministériel du Gouvernement central peut avoir son siège dans l'une quelconque des Provinces si cela est nécessaire à la bonne exécution de certains services de la République qui relèvent du Gouvernement central.
- Art. 109 L'Administration d'une Province est, elle aussi, organisée en Départements; à la tête d'un ou de plusieurs Départements est placé un Secrétaire provincial qui a les mêmes fonctions que le Secrétaire général de l'Administration centrale.
- Art. 110 1) Les modalités et conditions d'emploi de tous les fonctionnaires de l'Administration centrale sont fixés par le Code de la Fonction publique, qui sera établi aux termes ou en vertu d'une loi du Parlement national; les modalités et conditions d'emploi de fonctionnaires d'une Administration provinciale sont fixés aux termes ou en vertu de la législation de la Province.
- 2) Toutes les questions relatives au corps de fonctionnaires sont de

la compétence exclusive du Ministère de la fonction publique.

- Art.111 1) Il y a un Procureur général de la République et un Procureur général de chaque Province, qui sont respectivement fonctionnaire de l'Administration centrale et fonctionnaire de l'Administration provinciale.
- 2) Le Procureur général est chargé d'engager toutes poursuites au nom de l'Etat dans tout cas d'infraction pénale commise dans la juridiction, mais le Procureur général de l'Administration centrale a le pouvoir d'engager ou de cesser les poursuites dans toute Province si la bonne administration de la justice l'exige.

B. La Police

- Art. 112 1) Le District de Léopoldville dispose d'une Force de police relevant du Gouvernement central.
- 2) En cas d'urgence, le Gouvernement central peut envoyer un contingent de la Police centrale dans toute Province qui a sollicité l'intervention du Gouvernement central ou dans laquelle celui-ci considère que cette intervention est nécessaire au maintien de l'ordre public.
- 3) Aux fins de l'alinéa 2 du présent article, le Gouvernement central peut ordonner à tout Gouvernement provincial d'envoyer le nombre voulu d'agents de sa police dans une ou plusieurs autres Provinces et les Provinces intéressées doivent s'exécuter.
- Art.113 Chaque Province a sa propre Police, qui peut comprendre des unités de police locale et une Police provinciale.
- Art.114 1) La discipline, la direction, les modalités et conditions générales d'emploi de la police sont fixées par le Code de la Police nationale ou par le Code de la Police provinciale, établi aux termes ou en vertu d'une loi du Parlement national ou du Parlement provincial, suivant le cas.
- 2) Toutes les questions relatives aux fonctionnaires de la Police relèvent du Ministère de la fonction publique.

Art.115 La gendarmerie et le Service secret sont sous la direction et le contrôle exclusif du Gouvernement central.

C. Les Forces armées

Art.116 La République du Congo n'a qu'une Armée de terre, qu'une Marine et qu'une Armée de l'air, qui ont un caractère national.

Art.117 Le Président est commandant en chef des forces armées de la République et, aux fins du présent article, n'agit que sur avis du Premier Ministre parlant au nom du Conseil des Ministres.

Art.118 Le ministre de la Défense nationale du Gouvernement central est président du Conseil de la défense nationale, lequel est composé des représentants du Gouvernement central et des Gouvernements provinciaux qui sont désignés par une loi du Parlement national.

Art.119 Les éléments de l'Armée, de la Marine et de l'Armée de l'air nationales qui sont en garnison dans une Province sont directement et exclusivement sous l'autorité et à la disposition du Gouvernement central et n'ont aucun lien d'ordre politique ou militaire avec les autorités provinciales ou locales.

Art. 120 Un Statut militaire établi par le Gouvernement central régit l'organisation, la discipline et les conditions de service de tous les membres des forces armées de la République : Armée de terre, Marine et Armée de l'air.

- 47 -

SEPTIEME PARTIE

TRIBUNAUX

- Art. 121 (i) Les tribunaux de la République sont les suivants :
La Cour suprême de justice, les Cours d'appel, les Tribunaux de première instance, les Tribunaux de simple police et les Tribunaux coutumiers.
- (ii) A l'exception de la Cour suprême de justice, ces instances se retrouvent dans toutes les Provinces.
- Art. 122 (i) La Cour suprême de justice est l'instance souveraine de la République ; ses membres sont :
- a) Le Président de la Cour suprême de justice ;
 - b) Un nombre de juges fédéraux à fixer par le Parlement et qui ne peut être inférieur à cinq ;
 - c) Les présidents des cours d'appel de toutes les provinces et le Président de la Cour d'appel du district de Léopoldville.
- (ii) Le quorum est atteint lorsque trois des juges de la Cour sont présents ; sept juges au maximum peuvent siéger ensemble.
- (iii) Le district de Léopoldville est le siège de la Cour suprême, mais le Président de la Cour suprême peut désigner si bon lui semble tout autre siège sur le territoire de la République.
- Art. 123 (1) Le Président et les juges de la Cour suprême sont nommés par le Président de la République sur avis du Premier Ministre.
- (2) Nul ne peut être nommé Président ou juge de la Cour suprême s'il n'a pas rempli de hautes fonctions judiciaires, ou s'il n'est pas un juriste éminent ou s'il n'a pas au moins dix ans de pratique au barreau.
- (3) Si la présidence de la Cour suprême vient à être vacante ou si le Président se trouve empêché pour une raison quelconque, le Président de la République peut, sur avis du Premier Ministre, désigner l'un quelconque des autres juges fédéraux pour exercer les fonctions de Président de la Cour

suprême.

(4) Le Président de la République peut, sur avis du Premier Ministre, désigner pour faire fonction de juge de la Cour suprême toute personne qui est qualifiée pour remplir ce poste aux termes du paragraphe 2 du présent article.

Art. 124

(1) Le Président et les juges de la Cour suprême se démettent de leurs fonctions lorsqu'ils atteignent l'âge de la retraite fixé par la loi.

(2) Le Président et les juges de la Cour suprême ne peuvent être destitués que pour cause de mauvaise conduite, d'incapacité physique ou mentale ou pour toute autre cause les mettant dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs fonctions.

(3) La destitution du Président ou d'un juge de la Cour suprême se fait par une résolution adoptée par deux tiers au moins des membres de chacune des Chambres du Parlement.

Art. 125

(1) La Cour suprême n'est pas compétente en première instance au criminel, mais elle peut connaître en première instance de tout litige entre le gouvernement central et l'une des Provinces ou entre deux Provinces, et elle peut être saisie de toute affaire au sujet de laquelle le Parlement décide que la Cour suprême est compétente.

(2) La compétence conférée à la Cour suprême en vertu du paragraphe 1 du présent article ne s'étend qu'aux litiges mettant en jeu une décision sur l'existence ou l'étendue d'un droit juridique.

Art. 126

(1) La Cour suprême est compétente en appel dans toute affaire civile ou criminelle qui lui est soumise par l'une quelconque des cours d'appel de la République, ainsi que dans tout autre cas où sa compétence est prescrite par la loi.

(2) Toute décision de la Cour suprême est obligatoire pour tous les tribunaux de la République.

(3) Les décisions de la Cour suprême sont appliquées dans toute partie de la République par la cour d'appel et les autres tribunaux de l'endroit, ainsi que par toute personne ou autorité compétente en ce lieu.

(4) Sauf décision contraire du Parlement, la Cour suprême est habilitée à établir des règlements régissant la pratique et la procédure de tous les tribunaux de la République.

Art. 127

(1) Il y a une cour d'appel pour le district de Léopoldville et une pour chaque Province de la République.

(2) Sauf en matière constitutionnelle, tout appel d'un jugement rendu par un tribunal de première instance est porté devant une cour d'appel ; celle-ci n'est compétente en première instance dans aucune cause et en aucune matière.

Art. 128

(1) Une cour d'appel se compose d'un président et d'un nombre de juges à fixer par le Parlement ^{et} qui ne peut être inférieur à trois.

(2) Le quorum est atteint lorsque trois des juges de la cour sont présents ; cinq juges au maximum peuvent siéger ensemble.

(3) Aux fins de la présente Constitution, la cour d'appel qui exerçait sa juridiction dans une Province immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente constitution est considérée comme la cour d'appel de ^{la Province} ~~l'Etat~~ correspondante.

Art. 129

La nomination, le mandat, le remplacement, la retraite et la destitution du président ou d'un juge d'une cour d'appel sont soumis aux conditions stipulées aux articles 123 et 124, si ce n'est que la durée minimum requise en ce qui concerne l'expérience pratique ou l'exercice de fonctions judiciaires est ramenée à sept ans pour un président ou un juge de cour d'appel.

Art. 130

Outre la Cour suprême de justice, les cours d'appel et les tribunaux de première instance, le Parlement est habilité à créer d'autres tribunaux ou à modifier la compétence de tout tribunal dans une partie quelconque de la République.

Art. 131

(1) Un tribunal de première instance est un tribunal supérieur présidé par un juge ayant obtenu depuis cinq ans au moins l'autorisation d'exercer comme avocat.

(2) Il fait fonction de cour d'appel pour tous les tribunaux inférieurs et il exerce un droit de contrôle général sur tous les tribunaux inférieurs de sa juridiction.

(3) Il est compétent en première instance pour connaître de toute cause relative :

a) à la revendication de l'un quelconque des droits fondamentaux de l'homme dont il est fait état dans la présente constitution;

b) à une interprétation de la Constitution.

Dans les cas prévus sous b), les appels sont portés directement devant le Tribunal constitutionnel.

Art. 132

(1) Il y a deux catégories de tribunaux de simple police : la catégorie A et la catégorie B.

(i) Les tribunaux de la catégorie B se composent d'un seul juge de paix et exercent une juridiction sommaire dans toute cause mineure, au civil ou au criminel, qui entraîne des dommages-intérêts et des peines fixés par la loi ;

(ii) Les tribunaux de la catégorie A se composent de cinq juges de paix au maximum et trois au minimum qui exercent la juridiction, au civil et au criminel, dans les affaires plus importantes dont la nature et le caractère sont fixés par la loi.

(2) Les tribunaux de simple police de cette deuxième catégorie sont compétents en première instance et en appel.

(3) Ils peuvent connaître en appel des jugements rendus par les tribunaux de simple police de la catégorie B et par les tribunaux coutumiers dans tous les cas sauf ceux qui ont trait au régime foncier.

(4) Il est fait appel de leurs jugements devant un tribunal de première instance.

(5) Les magistrats des tribunaux de simple police sont tous nommés (et destitués) par le Président de la République qui les choisit parmi les candidats figurant sur une liste soumise

par l'Assemblée provinciale ou, dans le cas du district de Léopoldville, par le Conseil municipal.

Art. 133

(1) Les tribunaux coutumiers entendent et règlent toutes les affaires concernant les us et coutumes immémoriaux de la population de leur juridiction, dans les limites où les règles et pratiques qu'ils font observer ne sont pas incompatibles avec le droit écrit, l'équité et la bonne conscience.

(2) En particulier, le tribunal coutumier est compétent en première instance dans tous les cas portant sur le mariage traditionnel ou coutumier, les droits et obligations de la famille, le régime foncier, l'héritage et la succession, et les questions relatives à la qualité de chef.

(3) Il est fait appel de ses jugements directement à un tribunal de première instance dans tous les cas où il s'agit du régime foncier ou d'héritage et de succession.

(4) Les juges des tribunaux coutumiers sont tous nommés (et destitués) par le Président de l'Assemblée provinciale, qui les choisit sur une liste soumise par l'autorité locale officielle de la région intéressée.

Art. 134

Avant d'entrer en fonctions, tout juge de la Cour suprême, d'une cour d'appel, d'un tribunal de première instance, d'un tribunal de simple police ou d'un tribunal coutumier prête le serment de fidélité ainsi que tout autre serment concernant la bonne exécution de son mandat que le Parlement peut prescrire.

Les juges des tribunaux de simple police et ceux des tribunaux coutumiers prêtent serment devant le Gouverneur de la Province; ceux de tous les autres tribunaux, devant le Président de la République.

Art. 135

Les qualifications requises des candidat à la charge de juge d'un tribunal de simple police ou d'un tribunal coutumier sont fixées par statuts spéciaux par le ~~Examen~~ Parlement de la République.

Art. 136

La composition et la compétence des tribunaux militaires, leur pratique et procédure, sont celles qui sont fixées par la loi.

Art. 137

A moins que le Parlement n'en décide expressément autrement, les traitements de tous les juges de la Cour suprême, des cours d'appel et des tribunaux de première instance sont prélevés sur le revenu national de la République ; ils ne peuvent pas subir de diminution pendant la durée du mandat de l'intéressé.

Art. 138

Les traitements des juges des tribunaux de simple police et des tribunaux coutumiers sont ceux que fixe l'Assemblée provinciale intéressée qui, sous l'autorité du Gouverneur de la Province, est habilitée à modifier ces traitements par un acte législatif lorsque les circonstances le demandent.

Art. 139

(1) Tout juge a droit aux indemnités, aux congés et à la pension fixés de temps à autres par une loi ou en vertu d'une loi du Parlement national.

(2) En ce qui concerne les juges autres que ceux des tribunaux de simple police et des tribunaux coutumiers, ni les indemnités ni les droits à congé et à pension ne peuvent être modifiés à leur désavantage pendant la durée de leur mandat.

Art. 140

Le personnel judiciaire de la Cour suprême et des cours d'appel est nommé par le président de la cour en question ; le personnel judiciaire des autres tribunaux est nommé par le Gouverneur de la province après consultation soit du juge d'un tribunal de première instance, soit de l'autorité locale chargée d'administrer la région où s'exerce la juridiction des tribunaux intéressés.

Les finances de la République

- Art.141 Aucun impôt ne pourra être prélevé ni perçu s'il ne repose sur une loi.
- Art.142 (1) Sauf dispositions contraires de la présente Partie, toutes les recettes du Gouvernement central ainsi que le produit des emprunts émis et les sommes reçues par le Gouvernement central en remboursement de prêts constitueront un fonds unique qui s'appellera "Fonds consolidé de la République du Congo"; et toutes les recettes du Gouvernement d'une Province ainsi que le produit des emprunts émis et les sommes reçues par cette Province en remboursement de prêts constitueront un fonds unique qui s'appellera "Fonds consolidé de la Province".
- (2) Tous les autres fonds publics reçus par ou pour le compte du Gouvernement central ou d'un Gouvernement provincial seront portés au crédit et feront partie du compte public de la République ou de la Province intéressée suivant le cas.
- (3) Aucune somme ne pourra être prélevée sur le Fonds consolidé de la République ou d'une Province si ce n'est conformément aux dispositions de la présente Constitution.
- Art.143 Un Fonds spécial ayant le caractère d'un compte d'avances pourra être établi par le Parlement ou par l'Assemblée provinciale et mis à la disposition du Président de la République, ou du Gouverneur de la Province intéressée, qui pourra y prélever des avances pour faire face à des dépenses imprévues en attendant que le Parlement national ou l'Assemblée provinciale prenne les mesures législatives nécessaires pour autoriser lesdites dépenses.
- Art.144 (1) Le Parlement fixera par une loi des modalités de la garde du Fonds consolidé de la République et du Fonds spécial, ainsi que des versements et retraits effectués au crédit ou au débit de ces fonds, la garde des autres fonds publics, de leur versement au compte public de la République et des retraits de ce compte, ainsi que toutes les questions connexes.
- (2) Les Assemblées provinciales prendront de même les mesures législatives nécessaires pour assurer la garde des fonds de la Province, des comptes publics et des autres fonds appartenant à l'Etat.
- Art.145 Toutes les sommes reçues par le Tribunaux ou déposées auprès des Tribunaux sur le territoire de la République pour quelque fin, quelque raison ou quelque personne que ce soit ainsi que toutes les sommes remises à tout fonctionnaire de la

République ou d'une Province seront versées au compte public soit de la République, soit de la Province.

Art. 146

(1) Les droits, impôts et taxes ci-après seront perçus par le Gouvernement central, mais leur produit durant tout exercice financier sera affecté à la Province dans laquelle ces droits et impôts auront été perçus :

- (i) droits de timbre et d'accise mentionnés dans la Liste législative exclusive ;
- (ii) taxes de transport prélevées sur les voyageurs ou les marchandises transportés par train, bateau ou avion ;
- (iii) taxes sur les billets de chemin de fer et le fret ferroviaire ;
- (iv) taxes sur la vente ou l'achat de journaux ;

(2) Ces droits, impôts et taxes ne seront pas versés au Fonds consolidé de la République mais leur produit sera, conformément aux règles de répartition qui seront adoptées par le Parlement, affecté aux Provinces dans lesquelles ils auront été perçus.

Art. 147

L'impôt sur le revenu sera perçu sur tout le territoire de la République par le Gouvernement central et sera réparti entre la République et les Provinces selon un pourcentage qui sera fixé en vertu d'une loi fédérale.

Toutefois, les impôts perçus sur les traitements des fonctionnaires du Gouvernement central feront partie du Fonds consolidé de la République du Congo et ne feront pas l'objet d'une répartition entre le Gouvernement ^{central} ~~fédéral~~ et les ^{Provinces} ~~Etats~~.

Art. 148

Aucune disposition des articles 146 et 147 ne pourra mettre obstacle au droit du Parlement d'augmenter les droits, impôts et taxes mentionnés dans les dits articles, en vue de promouvoir les finances de la République, et de prescrire que l'intégralité de ces rentrées supplémentaires sera versée au Fonds consolidé de la République.

Art. 149

Aucune mesure législative augmentant les droits, impôts et taxes visés à l'article 148 ou modifiant un droit, un impôt ou une taxe dont le produit intéresse les Provinces ou

affectant les principes sur lesquels repose la répartition entre les Provinces en vertu de l'une quelconque des dispositions ci-dessus de la présente Partie, ne pourra être soumise au Parlement qu'en vertu d'une recommandation du Président de la République agissant sur l'avis du Conseil économique national.

Art. 150

(1) Le Parlement pourra, par une loi, autoriser l'octroi de subventions prélevées sur le Fonds consolidé de la République s'il estime nécessaire de venir en aide à toute Province en butte à des difficultés spéciales.

(2) L'octroi d'une telle subvention pourra être conditionnée par l'approbation préalable par le Gouvernement central de certaines catégories d'entreprises de la Province qui demande assistance.

Art. 151

(1) Toute Province pourra adopter une loi imposant le revenu de tout métier, état, emploi ou profession exercés sur le territoire de cette Province, le produit de l'impôt étant destiné à la Province elle-même, à une municipalité ou à une autorité locale de cette Province.

(2) Les pouvoirs d'imposition ainsi octroyés à une Province ne sauraient limiter en aucune façon le droit du Parlement national d'adopter des lois imposant le revenu de tout métier, état, emploi ou profession.

Art. 152

(1) Une seule monnaie a force libératoire sur tout le territoire de la République.

(2) Le Franc est l'unité monétaire de la République. Le Gouvernement central a le droit exclusif de frapper, conformément aux dispositions de la loi, des pièces d'or ayant force libératoire.

(3) L'institut national d'émission, qui est la Banque nationale du Congo, est seule autorisé à émettre monnaie.

Art. 153

L'exercice financier commence le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Art. 154

(1) Le Ministre du Gouvernement central chargé des finances établit et soumet au Parlement, au début de chaque exercice financier, les prévisions de recettes et de dépenses budgétaires de la République pour l'exercice financier *suivant*.

(2) Les dépenses prévues aux grands chapitres du budget font l'objet d'un projet de loi portant prélèvement, sur le Fonds consolidé de la République, de toutes les sommes nécessaires pour faire face à ces dépenses. Ce projet de loi doit être adopté par le Parlement.

(3) Si le montant des dépenses votées s'avère ~~insuffisant~~ insuffisant ou si aucun crédit n'a été voté pour faire face aux dépenses imprévues mais nécessaires, des prévisions de dépenses supplémentaires indiquant les sommes requises ou dépensées seront soumises à l'adoption du Parlement.

(4) Toute avance faite en vertu de l'article 143 de la présente Partie exigera de même la présentation de prévisions de dépenses supplémentaires, et un projet de loi additionnel sera soumis au Parlement dans les meilleurs délais afin de remplacer la somme avancée.

Art. 155

Les dispositions de l'article 154 s'appliquent mutatis mutandis aux Provinces.

Art. 156

(1) Un Directeur central des comptes fera, après contrôle, rapport sur les comptes publics du Gouvernement central et de tous les services, tribunaux et autorités de la République. Afin de pouvoir s'acquitter convenablement de ces fonctions, le Directeur des comptes ou toute personne dûment mandatée par lui aura accès à tous les livres, dossiers, états et autres documents relatifs aux comptes publics.

(2) Dans chaque Province, un Directeur des comptes sera chargé de remplir des fonctions analogues à celles du Directeur central.

Art. 157

(1) La Dette publique de la République du Congo et la Dette publique des différentes Provinces seront garanties par les recettes et avoirs de la République et des Provinces.

(2) La "Dette publique" comprend également les intérêts versés pour le service de la dette, les versements d'amortissements et les frais, charges et dépenses encourus dans la gestion de la Dette.

Art.158 (1) Au cours de l'exercice financier, chaque Province devra verser au Gouvernement central une somme équivalant à la part des dépenses - encourues par le Service des douanes et de l'accise du Gouvernement central à l'occasion de la perception des droits d'importation, d'exportation et d'accise - qui correspond à la part des recettes que ces droits auront fournies à la Province au cours de l'exercice financier considéré.

(2) Les sommes dues par le Gouvernement central à une Province en vertu de la présente Partie pourront être utilisées par le Gouvernement central à réduire la dette de cette Province envers le Gouvernement central à raison de tout prêt accordé par ce dernier à la Province.

(3) Aucune disposition de l'alinéa 2 ci-dessus ne saurait porter atteinte au droit du Gouvernement central de recouvrer toutes sommes qui lui seraient dues par une Province à raison d'un prêt accordé par le Gouvernement central à cette Province.

(4) Le Directeur central des comptes devra certifier tous les versements à effectuer en vertu du présent article.

Art.159 (1) Le Gouvernement central paiera à chaque Province un montant égal à quarante pour cent du produit net des loyers et redevances tréfoncières perçues à raison de l'exploitation de tout minéral, huile lourde ou gaz du sol, y compris le plateau continental, de cette Province.

(2) Un montant égal à trente pour cent sera retenu par le Gouvernement central pour servir ses fins propres, et les trente pour cent restants seront versés à un fonds commun sur lequel seront prélevées des fractions qui seront réparties proportionnellement, aux termes d'une loi à adopter par le Parlement, entre les différentes Provinces à des intervalles périodiques spécifiés.

Art.160 Une commission composée des représentants des Gouvernements de la République sera désignée de temps à autre par le Gouvernement central afin de reviser les dispositions de l'article 159 et de faire des recommandations à leur sujet.

Art.161 (1) Il est créé un Conseil économique national comprenant un Président et six membres désignés par le Président de la République.

(2) La méthode de sélection et les qualifications requises pour être désigné comme membre du Conseil sont fixées par le Parlement.

(3) Le Parlement fixe par une loi les pouvoirs que détient le Conseil dans la détermination de la marche de ses travaux et dans l'accomplissement de sa tâche.

Art.162 (1) Le Conseil économique national est chargé de faire des recommandations au Président de la République :

- i) Sur la coordination de la politique économique des Provinces et du Gouvernement central;
 - ii) Sur la répartition entre la République et les Provinces du produit de ceux des impôts dont le montant est partagé par le Gouvernement central et les Provinces, ainsi que sur les parts respectives à attribuer aux Provinces sur le produit de ces impôts;
 - iii) Sur les principes qui doivent guider le Gouvernement central dans l'examen des demandes de subvention présentées par les Provinces conformément à l'article 150 (1);
 - iv) Sur toutes autres questions financières ou économiques qui lui sont renvoyées de temps à autre par le Président.
- 2) Le Président de la République saisit chaque année le Parlement de toutes les recommandations formulées par le Conseil économique national en vertu du présent article, ainsi que d'un mémoire explicatif sur les mesures prises au sujet de ces recommandations.

ART. 163. 1) Sauf dans la mesure où il en est disposé autrement par le Parlement, les biens de la République sont exempts de tout impôt ou taxe tant des Provinces que des autorités à l'intérieur de ces Provinces.

- 2) Aucune Province ne peut adopter une loi imposant un droit ou autorisant l'imposition d'un droit sur la vente ou l'achat de biens ou de marchandises lorsque cette vente ou cet achat ~~est~~ ^{se} fait en dehors de ladite Province ou lors de l'importation desdits biens ou marchandises sur le territoire de la République ou lors de leur exportation, ou lors d'échanges effectués entre les Provinces.
- 3) Aucune Province ne pourra adopter une loi imposant un droit ou autorisant l'imposition d'un droit sur la vente ou l'achat de biens ou de marchandises qu'une loi du Parlement aura déclarés essentiels à la vie de la communauté, à moins que cette loi n'ait été examinée d'abord et approuvée par le Président.

Art. 164. 1) Sous réserve du pouvoir du Parlement d'imposer ou d'autoriser l'imposition d'un droit sur toute activité commerciale ou industrielle exercée par le Gouvernement d'une Province ou pour son compte, ou sur tout bien ou immeuble utilisé ou occupé en vue de l'exercice d'une telle activité commerciale ou industrielle ou

sur tout revenu de cette activité, les biens et les revenus de toute Province seront exempts de l'impôt central.

- 2) Aucune activité commerciale ou industrielle que le Parlement aura, en vertu d'une loi, déclarée accessoire à l'exercice habituel des pouvoirs du Gouvernement ne tombera sous le coup des dispositions de l'alinéa 1 du présent article.

Art.165.1) Le Gouvernement central a le pouvoir de contracter, à l'intérieur du pays et à l'étranger, des emprunts garantis par le Fonds consolidé de la République et d'offrir des garanties dans les limites fixées par le Parlement.

- 2) Un Gouvernement provincial ne peut emprunter qu'à l'intérieur du territoire de la République, l'emprunt étant garanti par le Fonds consolidé de la Province et il ne peut offrir des garanties que dans les limites fixées par l'Assemblée provinciale.
- 3) Le Gouvernement central peut, dans les conditions que le Parlement prescrira en vertu d'une loi, opérer des prélèvements sur le Fonds consolidé pour accorder des prêts à toute Province, ou le cas échéant, pour garantir les emprunts contractés par ces Provinces.
- 4) Aucune Province ne peut, sans le consentement du Gouvernement central, contracter un emprunt si cette Province n'a pas entièrement remboursé un prêt accordé ou garanti par le Gouvernement central.
- 5) L'autorisation requise en vertu de l'alinéa 4 peut être soumise, le cas échéant, aux conditions que le Gouvernement central jugera bon d'imposer.

Art.166.1) Tout bien sans propriétaire qui est situé sur le territoire d'une Province est réputé appartenir à la Province; dans tout autre cas, il est réputé appartenir au Gouvernement central pour le compte de la République.

Art.167.1) Le Gouvernement central et les Provinces pourront acquérir toutes terres à des fins d'intérêt public. Tous les biens ainsi acquis seront réputés appartenir, suivant le cas, à la République ou à la Province.

- Art.168. 1) Tous les contrats conclus dans l'exercice des pouvoirs exécutifs de la République ou d'une Province seront censés avoir été signés, suivant le cas, par le Président de la République ou par le Gouverneur de la Province.
- 2) Le Président de la République et les Gouverneurs de Provinces ne sauraient être tenus personnellement responsables des contrats conclus conformément à l'alinéa 1 ci-dessus.

NEUVIEME PARTIE

Amendement et révision de la Constitution

1.- Amendement

Art. 169

Pour amender un Article de la présente Constitution, il est nécessaire que le Gouvernement présente un projet de loi devant les deux Chambres du Parlement, que ce projet de loi soit approuvé par la majorité de tous les membres de chaque Chambre et par une majorité des deux-tiers au moins des membres présents et votants. Lorsque le Président aura accepté l'amendement, celui-ci prendra effet à la date de cette acceptation ou à toute autre date qui aura été fixée par le Président.

Art. 170

Toutefois, si un projet d'amendement tend à modifier soit l'une des dispositions relatives aux Droits Fondamentaux, Article 159, cinquième partie, soit le présent article, ce projet d'amendement ne prend effet que lorsque, préalablement à l'acceptation du Président, il a été ratifié également par une résolution de la majorité de toutes les Assemblées Provinciales.

2. Révision

Art. 171

Pour réviser intégralement la Constitution, il faut qu'une résolution soit présentée à cet effet devant le Parlement par le Gouvernement central, que cette résolution soit adoptée par les $\frac{3}{4}$ au moins de tous les membres de chaque Chambre et de tous les membres présents. La résolution doit ensuite être ratifiée par la majorité de toutes les Assemblées Provinciales, cette ratification étant acquise à la majorité des $\frac{3}{4}$ au moins de tous les membres desdites Assemblées. Un projet de loi doit être ensuite déposé et adopté conformément à la procédure indiquée à l'Article 169, avec cette différence toutefois qu'une majorité des $\frac{3}{4}$ sera nécessaire partout où il est fait mention d'une majorité des $\frac{2}{3}$.

3. Admission ou création de nouvelles Provinces

Art. 172

a) Pour amender la présente Constitution en vue d'admettre une nouvelle Province ou de créer une nouvelle Province à partir d'une ou de plusieurs des Provinces existantes, il faut que le Gouvernement

central présente un projet de loi et qu'une résolution à cet effet soit adoptée à la majorité des $\frac{3}{4}$ au moins de tous les membres de chaque Chambre;

- b) Cette résolution doit ensuite être adoptée par la majorité de toutes les Provinces, chaque Assemblée Provinciale ratifiant la résolution par une majorité des $\frac{3}{4}$ au moins de tous ses membres;
- c) Un projet de loi définissant les frontières des nouvelles Provinces et indiquant les autres mesures à prendre, y compris l'organisation d'un référendum dans toutes les Provinces ou parties des Provinces intéressées, doit ensuite être présenté et adopté conformément à l'article 169;
- d) Si ce projet de loi est adopté au référendum par la majorité des $\frac{3}{4}$ au moins de tous les votants, il est soumis à l'acceptation du Président et la nouvelle Province forme désormais partie intégrante du territoire de la République avec effet de la date de l'acceptation présidentielle ou de tout autre date que le Président aura fixée sur l'avis du Premier Ministre.

DIXIEME PARTIE
Dispositions diverses

Art. 173

La présente Constitution sera censée entrer en vigueur le 1er janvier 1962 ou à telle autre date que le Parlement fixera.

Art. 174

existants

(1) Tous les décrets, lois, ordonnances et règlements resteront en vigueur comme s'ils avaient été pris, votés ou promulgués aux termes ou en vertu de la présente Constitution et conserveront plein effet jusqu'à leur abrogation ou modification officielle ou jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution.

(2) Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 du présent article, une loi, un décret, un règlement ou une ordonnance actuellement en vigueur sera sans effet s'il est ~~contraire~~ contraire à l'une quelconque des dispositions exécutoires de la présente Constitution ou à une mesure législative ou administrative ayant force de loi avant la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution.

(3) Par "lois en vigueur" il faut entendre toutes les lois votées ou promulguées par une autorité législative ou par toute autre autorité compétente sur le territoire du Congo avant la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution, et non abrogées, que ces lois ou des parties de ces lois aient alors été ou non en application sur l'ensemble ou sur une partie du territoire national.

(4) Aucune disposition du présent article ne sera réputée maintenir en vigueur une loi temporaire au-delà de la date à laquelle ladite loi serait venue à expiration si la présente Constitution n'était pas entrée en vigueur.

Art. 175

Tous les services et toutes les institutions, dispositions et règles politiques, et judiciaires établis, organisés et institués conformément à la loi seront maintenus jusqu'au moment où ils auront été remplacés, en vertu de la présente Constitution, par d'autres services, institutions,

dispositions et règles politiques et judiciaires.

art. 176

La Loi Fondamentale sur les structures du Congo sera automatiquement abrogée à la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution.